

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AOÛT 1919.

Projet de loi accordant amnistie pour certaines infractions
commises avant le 29 juin 1919 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. DESTREE**

MESSIEURS,

Le principe du projet que nous présente le Gouvernement n'a pas besoin d'être longuement commenté. Il répond à une tradition ancienne et à une aspiration générale. Depuis des siècles, chaque événement national heureux a été marqué par de larges mesures de clémence. En est-il un seul, parmi tous ceux qu'on célébra jadis de cette façon, qui se puisse comparer à la délivrance du pays et à la signature de la paix?

En outre, il est évident que la criminalité du temps de guerre doit être envisagée avec une indulgence spéciale. Les circonstances ont été tellement anormales, le bouleversement des choses et des âmes a été si profond que beaucoup de nos concitoyens n'ont plus trouvé en eux-mêmes les forces habituelles de résistance aux occasions de mal faire.

Enfin, la perturbation causée par la guerre a eu sa répercussion sur l'administration de la justice. Nos Cours et Tribunaux ont, dans un beau mouvement de protestation contre l'envahisseur, suspendu leurs travaux. L'arriéré, déjà considérable, s'est accru dans des proportions telles qu'il devient impossible de pourvoir aux nécessités normales de la répression. Or, un pays ne peut vivre sans justice répressive et celle-ci ne peut être

(1) Projet de loi, n° 266.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BUISSET, DE BUE, DESTREE, HUYSHAUWER, SERVAIS et WAUWERMANS.

efficace et exemplaire que si elle est rapide. Les événements nous forcent à choisir entre la répression des délits anciens et celle des délits récents; et cette considération d'ordre immédiat et pratique vient renforcer encore les considérations sentimentales qui réclament une loi d'amnistie.

La discussion, en Commission, n'a donc porté que sur la rédaction des articles.

A l'article 1^{er}, le texte proposé par le Gouvernement prévoit l'application de l'amnistie à ceux qui *seront* condamnés à l'amende ou à un emprisonnement d'un an au plus.

Il a paru impossible à la Commission de conserver ce futur qui semble entraîner pour les Cours et Tribunaux l'obligation de juger stérilement des affaires dans lesquelles la peine, aussitôt prononcée, serait effacée par l'amnistie.

M. le Ministre a bien voulu, pour répondre au désir de la Commission, déclarer qu'il donnerait aux Parquets des instructions conseillant de laisser sans suite les poursuites commencées dans les affaires qui ne paraîtraient pas devoir aboutir à une condamnation supérieure à un an. Pour les affaires en instruction, l'article 2 (nouveau) permettra aux Chambres du Conseil de déclarer l'action publique éteinte dans le même cas.

Les articles 3, 4 et 5 n'ont donné lieu à aucune discussion.

A l'article 6 s'est posée la question des droits électoraux. La Commission estime que l'amnistie effaçant la faute, la condamnation amnistiée doit disparaître et les droits électoraux être restitués. Néanmoins, l'époque à laquelle les conditions de l'électorat doivent être réunies étant actuellement passée pour les prochaines élections législatives, il a paru nécessaire à la Commission d'énoncer dans un texte formel, la restitution immédiate du droit électoral aux citoyens bénéficiant de l'amnistie.

Les autres articles n'ont pas donné lieu à discussion.

L'ensemble du projet, amendé comme ci-contre, a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

J. DESTRÉE.

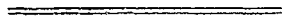
Le Président,

A. MECHELYNCK.

TEXTE PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION



TEKST DOOR DE REGEERING VOORGESTELD

EN

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regering voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Amnistie est accordée :

Amnestie is verleend :

1° Pour les infractions commises avant le 29 juin 1919 et que le Code pénal ordinaire et les lois et règlements particuliers punissent de l'amende et de l'emprisonnement d'un an au plus ;

1° Voor de inbreuken vóór 29 Juni 1919 gepleegd welke door het gewoon Strafwetboek en de bijzondere wetten en reglementen gestraft worden met geldboete en met gevangenisstraf van ten hoogste één jaar ;

2° Pour les autres infractions commises avant le 29 juin 1919, prévues par le Code pénal ordinaire et les lois et règlements particuliers et dont les auteurs ont été ou seront condamnés à l'amende et à l'emprisonnement d'un an au plus.

2° Voor de andere inbreuken vóór 29 Juni 1919 gepleegd welke voorzien zijn door het gewoon Strafwetboek en door de bijzondere wetten en reglementen en waarvan de daders werden of zullen worden veroordeeld tot geldboete en tot gevangenisstraf van ten hoogste één jaar.

ART. 2.

ART. 2.

Sauf le cas de condamnation conditionnelle, sont exceptées de l'amnistie les infractions réprimées par : les articles 101 à 133, 341, 356 à 360, 372 à 382, 391, 498 à 500 du Code pénal; l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1914, concernant les mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre; l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 réglementant l'alimentation de la population civile; l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif

Zijn, behalve bij voorwaardelijke veroordeeling, van de amnestie uitgezonderd: de inbreuken, waarop straf gesteld wordt door de artikelen 101 tot 133, 341, 356 tot 360, 372 tot 382, 391, 498 tot 500 van het Strafwetboek; artikel 1 der wet van 4 Augustus 1914 betreffende de spoedeischede maatregelen door de oorlogsverwickelingen noodig gemaakt; artikel 3 der besluitwet van 5 November 1918 tot regeling van de voeding der burgerlijke bevol-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Comme ci-contre, mais en supprimant les mots : « ou seront ».

Zooals hiernevens, doch de woorden : « of zullen worden » te doen wegvallen.

ART. 2 (nouveau).

ART. 2 (nieuw).

La Chambre du Conseil pourra déclarer l'action publique éteinte pour la poursuite de toutes les infractions prévues par le Code pénal ordinaire et les règlements particuliers lorsque la condamnation à prononcer lui paraîtra devoir être d'amende et de l'emprisonnement d'un an au plus.

De Raadkamer kan de openbare rechtsvordering vervallen verklaren voor de vervolging van al de misdrijven voorzien door het gewoon Strafwetboek en door de bijzondere wetten en reglementen, wanneer het haar voorkomt dat de uit te spreken straf zal moeten zijn eene boete of eene gevangenisstraf van ten hoogste één jaar.

ART. 3.

ART. 3.

Comme ci-contre mais en supprimant les mots : « Sauf le cas de condamnation conditionnelle ».

Zooals hiernevens, doch de woorden : « Behalve bij voorwaardelijk veroordeeling » te doen wegvallen.

Texte proposé par le Gouvernement.

à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi; l'arrêté-loi du 31 mai 1917 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi; l'arrêté-loi du 22 octobre 1918 concernant les monnaies; l'arrêté-loi du 24 octobre 1918 sur la circulation monétaire; l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des denrées, marchandises ou valeurs; les articles 66 et 67 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre; et par les arrêtés pris en exécution de ces lois et arrêtés-lois.

ART. 3.

Dans aucun cas, l'amnistie ne peut être opposée aux droits de l'Etat.

En conséquence, sont maintenus les droits de l'Etat aux confiscations prononcées, au remboursement des droits fraudés, aux dommages-intérêts et restitutions.

Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 4.

L'amnistie ne peut être opposée aux droits des tiers.

Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps,

Tekst door de Regering voorgesteld.

king; de besluit-wet van 10 December 1916 tot verbieding van de betrekkingen van economischen aard met den vijand; de besluit-wet van 31 Mei 1917 betreffende de door den vijand uitgeoefende onteigeningsmaatregelen; de besluit-wet van 22 October 1918 over de munten; de besluit-wet van 24 October 1918 betreffende den muntomloop; de besluit-wet van 7 November 1918 betreffende den uit-, door- en invoer van, alsmede den handel in waren, goederen of waarden; de artikelen 66 en 67 der besluit-wet van 23 October 1918, betreffende het vaststellen en het ramen van de schade uit den oorlog voortspruitend; en door de besluiten ter uitvoering van die wetten en besluit-wetten.

ART. 3.

In geen geval, mag de amnestie aangevoerd worden tegen rechten van den Staat.

Blijven bijgevolg bestaan: de rechten van den Staat op de uitgesproken veroordelingen, op de terugbetaling van de gesmokkelde rechten, op de schadeloosstellingen en teruggaven.

De reeds gekweten geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 4.

De amnestie mag niet aangevoerd worden tegen rechten van derden.

Inzonderheid belet zij de rechtsvoering niet tot echtscheiding of tot schei-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Néanmoins, si la condamnation prononcée en vertu des articles ci-dessus l'a été conditionnellement, le condamné jouira du bénéfice de l'amnistie.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Echter, indien de krachtens bovenstaande artikelen uitgesproken straf voorwaardelijk uitgesproken werd, geniet de veroordeelde het voorrecht der amnestie.

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regering voorgesteld.

ni l'action en dommages-intérêts fondées sur l'infraction.

ding van tafel en bed, noch de rechtsvordering tot schadeloosstelling op grond van de wetsovertreding.

ART. 5.

ART. 5.

Le tribunal ou la cour saisi de l'action civile en même temps que de l'action répressive reste compétent pour statuer sur l'action civile, nonobstant l'amnistie.

De rechtbank of het hof, vóór dewelke de burgerlijke rechtsvordering en tevens de beteuigelende rechtsvordering werden gebracht, blijft bevoegd om uitspraak te doen in zake de burgerlijke rechtsvordering, ondanks de amnestie.

ART. 6.

ART. 6.

L'amnistie ne restitue pas au condamné les décorations, titres, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

De amnestie geeft aan den veroordeelde de hem ontnomen eersteekens, titels, graden, ambten, openbare betrekkingen en bedieningen niet terug.

ART. 7.

ART. 7.

Sont exclus de la présente amnistie :

Van deze amnestie zijn uitgesloten :

1° Les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, ont été ou sont en état de récidive légale;

1° De personen die, naar luid van artikel 56 van het Strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling geweest zijn of zijn;

2° Les nationaux des Puissances qui ont été en état de guerre avec la Belgique et de leurs alliés.

2° De onderhoorigen van de Mogendheden, die met België in oorlog zijn geweest, en van hunne bondgenooten.

ART. 8.

ART. 8.

La présente loi n'est pas applicable aux faits qualifiés infractions donnant ouverture aux mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance.

Deze wet is niet van toepassing op de feiten omschreven als inbreuken, welke de bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming voorziene maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding ten gevolge hebben.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

Pour les prochaines élections législatives, les amnistiés pourront réclamer leur inscription sur les listes électorales et exercer leur droit de vote.

Zij, die amnestie bekomen, kunnen, voor de aanstaande wetgevende verkiezingen, hunne inschrijving op de kiezerslijsten eischen en hun kiesrecht uitoefenen.

ART. 8.

Sont exclus de la présente amnestie, les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, sont en état de récidive légale.

ART. 8.

Van deze amnestie zijn uitgesloten de personen die, naar luid van artikel 56 van het Strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling zijn.

ART. 9 (nouveau).

Ne peuvent réclamer le bénéfice de la présente loi que les Belges et les nationaux des pays associés à la Belgique dans la guerre.

ART. 9 (nieuw).

Alleen de Belgen en de onderdanen der landen, met België vereenigd in den oorlog, hebben aanspraak op het voorrecht dezer wet.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 AUGUSTUS 1919.

Wetsontwerp waarbij amnestie wordt verleend voor zekere, vóór 29 Juni 1919
gepleegde inbreuken ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **DESTREE**.

MIJNE HEEREN,

Het beginsel van het ontwerp, dat de Regeering ons voorlegt, dient niet uitvoerig te worden toegelicht. Het beantwoordt aan eene oude overlevering en aan een algemeenen wensch. Sedert eeuwen werd elke gelukkige nationale gebeurtenis gekenmerkt door het verleenen van genade op zeer ruimen voet. En is er een enkele, onder al degene welke men vroeger op die wijze vierde, te vergelijken aan de bevrijding van het vaderland en het teekenen van den vrede?

Het spreekt bovendien vanzelf dat de misdaden, gedurende den oorlog bedreven, met eene bijzondere toegeeflijkheid moeten beschouwd worden. De omstandigheden waren zoo ongewoon, de wanorde in alle dingen en in alle gemoederen was zoo diep dat vele onzer medeburgers in zich zelf niet meer het gewone weerstandsvermogen tegen het kwaaddoen hebben gevonden.

De ontreddering, door den oorlog veroorzaakt, heeft ten slotte haar weerslag gehad op de rechtsbedeeling. Onze Hoven en Rechtbanken hebben, door een flink protest tegen den overweldiger, hunne werkzaamheden geschorst. De reeds aanzienlijke achterstand heeft toegenomen in zoodanige

(1) Wetsontwerp, n° 266.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHelynck, bestond uit de heeren BUISSET, DE BUE, DESTREE, HUYSHAUWER, SERVAIS en WAUWERMASS.

verhoudingen dat het onmogelijk wordt te voorzien in de normale vereischten van de beteugeling. Nu, een land kan niet bestaan zonder strafgerecht, en dit gerecht treedt alleen dan doelmatig en voorbeeldig op, wanneer het snel werkt. De gebeurtenissen dwingen ons te kiezen tusschen de bestraffing der vroegere en deze der jongere misdrijven; en deze beschouwing van onmiddellijken en practischen aard zet nog meer kracht bij de beschouwingen door het gevoelen ingegeven, die eene amnestiewet eischen.

Bij de behandeling in de Commissie kwam dus enkel de tekst der artikelen ter sprake.

Bij artikel 1 voorziet de tekst van de Regeering de toepassing van de amnestie op alwie *zal* worden veroordeeld tot eene geldboete of eene gevangenisstraf van ten hoogste één jaar.

De Commissie oordeelde het behoud van dezen futurum onmogelijk; dit schijnt immers de Hoven en Rechtbanken in de verplichting te stellen, op nuttelooze wijze zaken te berechten, waarbij de straf, zoodra zij is uitgesproken, krachtens de amnestie vervalt.

Om aan het verlangen van de Commissie te beantwoorden, was de Minister zoo vriendelijk te verklaren dat hij aan de Parketten onderrichtingen zou verstrekken om geen verder gevolg aan de begonnen vervolgingen te geven in de zaken die klaarblijkelijk niet zouden leiden tot eene straf van meer dan één jaar. Voor de zaken, die in behandeling zijn genomen, laat artikel 2 (nieuw) aan de Raadkamers toe, de openbare rechtsvordering vervallen te verklaren in hetzelfde geval.

De artikelen 3, 4 en 5 gaven geen aanleiding tot eenige bespreking.

Bij artikel 6 kwam de vraag der kiesrechten te berde. De Commissie meent dat, vermits de amnestie de fout te niet doet, de veroordeeling, waarvoor zij werd verleend, moet verdwijnen en de kiezersrechten moeten teruggeschonken worden. Evenwel, daar het tijdstip, waarop moet voldaan worden aan de gestelde vereischten voor het kiesrecht, thans verlopen is voor de aanstaande wetgevende verkiezingen, oordeelde de Commissie het noodig, door een duidelijken tekst te verklaren, dat het kiesrecht aan de ingezetenen, die amnestie bekomen, onmiddellijk moet teruggeschonken worden.

Betreffende de overige artikelen werden geen aanmerkingen in 't midden gebracht.

Het geheele ontwerp, met de hierna vermelde wijzigingen, werd eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

J. DESTRÉE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

TEXTE PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION



TEKST DOOR DE REGEERING VOORGESTELD

EN

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regering voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Amnistie est accordée :

Amnestie wordt verleend :

1° Pour les infractions commises avant le 29 juin 1919 et que le Code pénal ordinaire et les lois et règlements particuliers punissent de l'amende et de l'emprisonnement d'un an au plus ;

1° Voor de inbreuken vóór 29 Juni 1919 gepleegd welke door het gewoon Strafwetboek en de bijzondere wetten en reglementen gestraft worden met geldboete en met gevangenisstraf van ten hoogste één jaar ;

2° Pour les autres infractions commises avant le 29 juin 1919, prévues par le Code pénal ordinaire et les lois et règlements particuliers et dont les auteurs ont été ou seront condamnés à l'amende et à l'emprisonnement d'un an au plus.

2° Voor de andere inbreuken vóór 29 Juni 1919 gepleegd welke voorzien zijn door het gewoon Strafwetboek en door de bijzondere wetten en reglementen en waarvan de daders werden of zullen worden veroordeeld tot geldboete en tot gevangenisstraf van ten hoogste één jaar.

ART. 2.

ART. 2.

Sauf le cas de condamnation conditionnelle, sont exceptées de l'amnistie les infractions réprimées par : les articles 101 à 133, 311, 356 à 360, 372 à 382, 391, 498 à 500 du Code pénal ; l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1914, concernant les mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre ; l'article 3 de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 réglementant l'alimentation de la population civile ; l'arrêté-loi du 10 décembre 1916 relatif

Zijn, behalve bij voorwaardelijke veroordeeling, van de amnestie uitgezonderd : de inbreuken, waarop straf gesteld wordt door de artikelen 101 tot 133, 311, 356 tot 360, 372 tot 382, 391, 498 tot 500 van het Strafwetboek ; artikel 1 der wet van 4 Augustus 1914 betreffende de spoedeisende maatregelen door de oorlogsverwikkelingen noodig gemaakt ; artikel 3 der besluitwet van 5 November 1918 tot regeling van de voeding der burgerlijke bevol-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Comme ci-contre, mais en supprimant les mots : « ou seront ».

Zooals hiernevens, doch de woorden : « of zullen worden » te doen wegvallen.

ART. 2 (nouveau).

ART. 2 (nieuw).

La Chambre du Conseil pourra déclarer l'action publique éteinte pour la poursuite de toutes les infractions prévues par le Code pénal ordinaire et les règlements particuliers lorsque la condamnation à prononcer lui paraîtra devoir être d'amende et de l'emprisonnement d'un an au plus.

De Raadkamer kan de openbare rechtsvordering vervallen verklaren voor de vervolging van al de misdrijven voorzien door het gewoon Strafwetboek en door de bijzondere wetten en reglementen, wanneer het haar voorkomt dat de uit te spreken straf zal moeten zijn eene boete of eene gevangenisstraf van ten hoogste één jaar.

ART. 3.

ART. 3.

Comme ci-contre, mais en supprimant les mots : « Sauf le cas de condamnation conditionnelle ».

Zooals hiernevens, doch de woorden : « Behalve bij voorwaardelijk veroordeeling » te doen wegvallen.

Texte proposé par le Gouvernement.

à l'interdiction de relations d'ordre économique avec l'ennemi; l'arrêté-loi du 31 mai 1917 relatif aux mesures de dépossession effectuées par l'ennemi; l'arrêté-loi du 22 octobre 1918 concernant les monnaies; l'arrêté-loi du 24 octobre 1918 sur la circulation monétaire; l'arrêté-loi du 7 novembre 1918 relatif à l'exportation, au transit, à l'importation et au commerce des denrées, marchandises ou valeurs; les articles 66 et 67 de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918, relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de guerre; et par les arrêtés pris en exécution de ces lois et arrêtés-lois.

ART. 3.

Dans aucun cas, l'amnistie ne peut être opposée aux droits de l'Etat.

En conséquence, sont maintenus les droits de l'Etat aux confiscations prononcées, au remboursement des droits fraudés, aux dommages-intérêts et restitutions.

Les amendes et les frais de justice qui ont été payés ne seront pas restitués.

ART. 4.

L'amnistie ne peut être opposée aux droits des tiers.

Elle n'empêche notamment ni l'action en divorce ou en séparation de corps,

Tekst door de Regering voorgesteld.

king; de besluit-wet van 10 December 1916 tot verbieding van de betrekkingen van economischen aard met den vijand; de besluit-wet van 31 Mei 1917 betreffende de door den vijand uitgeoefende onteigeningsmaatregelen; de besluit-wet van 22 October 1918 over de munten; de besluit-wet van 24 October 1918 betreffende den muntomloop; de besluit-wet van 7 November 1918 betreffende den uit-, door- en invoer van, alsmede den handel in waren, goederen of waarden; de artikelen 66 en 67 der besluit-wet van 23 October 1918, betreffende het vaststellen en het ramen van de schade uit den oorlog voortspuitend; en door de besluiten ter uitvoering van die wetten en besluit-wetten.

ART. 3.

In geen geval, mag de amnestie aangevoerd worden tegen rechten van den Staat.

Blijven bijgevolg bestaan: de rechten van den Staat op de uitgesproken verbeurdverklaringen, op de terugbetaling van de gesmokkelde rechten, op de schadeloosstellingen en teruggaven.

De reeds gekweten geldboeten en gerechtskosten worden niet teruggegeven.

ART. 4.

De amnestie mag niet aangevoerd worden tegen rechten van derden.

Inzonderheid belet zij de rechtsvoordring niet tot echtscheiding of tot schei-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Néanmoins, si la condamnation prononcée en vertu des articles ci-dessus l'a été conditionnellement, le condamné jouira du bénéfice de l'amnistie.

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Echter, indien de krachtens bovenstaande artikelen uitgesproken straf voorwaardelijk uitgesproken werd, geniet de veroordeelde het voorrecht der amnestie.

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Zooals hiernevens.)

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst door de Regering voorgesteld.

ni l'action en dommages-intérêts fondées sur l'infraction.

ding van tafel en bed, noch de rechtsvordering tot schadeloosstelling op grond van de wetsovertreding.

ART. 5.

ART. 5.

Le tribunal ou la cour saisi de l'action civile en même temps que de l'action répressive reste compétent pour statuer sur l'action civile, nonobstant l'amnistie.

De rechtbank of het hof, vóór dewelke de burgerlijke rechtsvordering en tevens de beteugelende rechtsvordering werden gebracht, blijft bevoegd om uitspraak te doen in zake de burgerlijke rechtsvordering, ondanks de amnestie.

ART. 6.

ART. 6.

L'amnistie ne restitue pas au condamné les décorations, titres, grades, fonctions, emplois et offices publics qui lui ont été ôtés.

De amnestie geeft aan den veroordeelde de hem ontnomen eereteekens, titels, graden, ambten, openbare betrekkingen en bedieningen niet terug.

ART. 7.

ART. 7.

Sont exclus de la présente amnistie :

Van deze amnestie zijn uitgesloten :

1° Les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, ont été ou sont en état de récidive légale;

1° De personen die, naar luid van artikel 56 van het Strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling geweest zijn of zijn;

2° Les nationaux des Puissances qui ont été en état de guerre avec la Belgique et de leurs alliés.

2° De onderhoorigen van de Mogendheden, die met België in oorlog zijn geweest, en van hunne bondgenooten.

ART. 8.

ART. 8.

La présente loi n'est pas applicable aux faits qualifiés infractions donnant ouverture aux mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance.

Deze wet is niet van toepassing op de feiten omschreven als inbreuken, welke de bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming voorziene maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding ten gevolge hebben.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Zooals hiernevens.)

ART. 7.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

(Zooals hiernevens.)

Pour les prochaines élections législatives, les amnistiés pourront réclamer leur inscription sur les listes électorales et exercer leur droit de vote.

ART. 8.

Sont exclus de la présente amnistie, les individus qui, d'après l'article 56 du Code pénal, sont en état de récidive légale.

ART. 9 (nouveau).

Ne peuvent réclamer le bénéfice de la présente loi que les Belges et les nationaux des pays associés à la Belgique dans la guerre.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Zij, die amnestie bekomen, kunnen, voor de aanstaande wetgevende verkiezingen, hunne inschrijving op de kiezerslijsten eischen en hun kiesrecht uitoefenen.

ART. 8.

Van deze amnestie zijn uitgesloten de personen die, naar luid van artikel 56 van het Strafwetboek, in staat van wettelijke herhaling zijn.

ART. 9 (nieuw).

Alleen de Belgen en de onderdanen der landen, met België vereenigd in den oorlog, hebben aanspraak op het voorrecht dezer wet.

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)